

COMMUNE D'OLLIOULES - DEPARTEMENT DU VAR
DELIBERATION DE LA COMMUNE D'OLLIOULES

N° 23/01/2.3

SEANCE DU 30 JANVIER 2023
L'AN DEUX MILLE VINGT TROIS ET LE TRENTE JANVIER à 18 HEURES

NOMBRE DE CONSEILLERS			
EN EXERCICE	PRESENTS	REPRESENTE(S)	ABSENT(S)
33	30	3	0

Le Conseil Municipal de la Commune d'OLLIOULES s'est réuni en session ordinaire, au lieu habituel de ses séances, sur la convocation et sous la présidence de Monsieur Robert BENEVENTI, Maire.

PRESENTS :

Robert BENEVENTI, Christine DEL NERO, Michel THUILIER, Nicole BERNARDINI, Dominique RIGHI, Laetitia QUILICI, Didier MARTINA-FIESCHI, Delphine GROSSO, Guy PHILIPPEAUX, Brigitte CREVET, Nadine ALESSI, Jean-Louis PIERACCINI, Robert ARPINO, Florence GARRONE, Antoine VACCARO, Patrick APARICIO, Thierry AKSOUL, Nathalie PESCHARD-LAUZIERE, Philippe CASTILLO, Valérie MASSENET, Katell LE BLEIZ, Hélène CAREN, Patrick JOLI, Julien ROCCHIA, Ombeline LOMPPE, Benoit ADET, Anaïs HATRET, Christian BERCOVICI, Claudie CARTEREAU-ZUNINO, Catherine MAGADDINO.

REPRESENTES :

Michel OLLAGNIER (représenté par Nicole BERNARDINI)
Carine GINZAC, (représentée par Christine DEL NERO)
Stanislas ROQUEBERT, (représenté par Michel THUILIER)

Secrétaire de séance : Anaïs HATRET

VOTE :

UNANIMITE : OUI

ABSTENTION(S) :

POUR :

CONTRE(S) :

BLANC(S) et NUL(S) :

OBJET : Convention de partenariat avec la fondation du patrimoine

Madame Christine DEL NERO, 1^{ère} adjointe au Maire rappelle à l'assemblée que, devant de la nécessité de sauvegarder notre patrimoine afin de pouvoir le transmettre aux générations futures et d'un faire un levier de l'attractivité de notre territoire, la commune a souhaité mettre en place des incitations financières aux ravalements de façades et à la valorisation des éléments patrimoniaux remarquables de notre cœur de ville.

Aujourd'hui, il est proposé au Conseil de poursuivre cette politique volontariste en signant, avec la Fondation du Patrimoine, une convention de partenariat.

Créée par la loi du 2 juillet 1996, la Fondation du patrimoine est une personne morale de droit privé reconnue d'utilité publique. Elle a reçu pour mission principale de sauvegarder et mettre en valeur le patrimoine national, tout particulièrement celui non protégé par l'Etat, de susciter et organiser des partenariats publics/privés et de participer financièrement à ces opérations.

Elle attribue son label aux propriétaires qui restaurent, dans les règles de l'art, des immeubles non protégés, particulièrement représentatifs du patrimoine local et/ou présentant un intérêt architectural et historique incontestable.

Le label de la Fondation du Patrimoine donne droit à :

- Une subvention de 2% du montant des travaux éligibles
- L'application d'un dispositif fiscal favorable. Les propriétaires ou copropriétaires peuvent déduire à hauteur de leur quote-part :
 - du revenu global imposable : 50 % du montant des travaux éligibles ayant obtenu au moins 2 % d'aide de la Fondation, ou 100 % du reste à charge si les travaux font l'objet d'une subvention publique d'au moins 20 % des travaux
 - des revenus fonciers : 100 % du montant des travaux éligibles avec report sur le revenu global sans application du seuil des 10 700 € durant 5 ans.

Le bénéfice de l'avantage fiscal est subordonné au respect de plusieurs conditions fixées par le code général des impôts, dont notamment :

- • l'engagement du propriétaire de conserver la propriété de l'immeuble concerné pendant une période d'au moins 15 années à compter de son acquisition ;
- • la nature des travaux réalisés : la déduction fiscale au titre du label ne concerne que les travaux d'entretien et de réparation afférents aux murs, aux façades et aux toitures.

Cette convention de partenariat doit inciter les propriétaires à s'engager dans des opérations de sauvegarde et de valorisation du patrimoine grâce aux avantages liés à l'obtention du label. Les dossiers de demande sont examinés par un comité de sélection, auquel la Ville participe aux côtés de la Fondation et de l'Architecte des Bâtiments de France.

Outre les avantages fiscaux, le montant des aides représentera au moins 2 % et au plus 20 % sans pouvoir excéder 15 000 €.

Pour cette première convention de partenariat, il est proposé au Conseil d'affecter une enveloppe financière de 5 000 €/an.

L'ASSEMBLEE,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le projet de convention de partenariat avec la Fondation du Patrimoine, ci-joint,

OUI L'EXPOSE DE SON RAPPORTEUR,
APRES DELIBERE,

1. AUTORISE l'adhésion de la Commune d'Ollioules à la Fondation du Patrimoine et le paiement de la cotisation de 500 €.
2. AUTORISE Monsieur le Maire à signer la convention de partenariat avec la Fondation du Patrimoine.
3. DIT qu'un budget de 5 000 € annuel, destiné au soutien des projets de restauration et de sauvegarde du patrimoine de la commune, sera versé à la Fondation du Patrimoine.

LE MAIRE
Robert BENEVENTI

